

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT



**Convention-cadre des Nations Unies sur le changement
climatique (CCNUCC) - COP16/MOP6, Cancun, Mexique**

Déclaration de

M. Donald Kaberuka

Président

Groupe de la Banque africaine de développement

AU

Groupe de haut niveau

9 décembre 2010

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je tiens à remercier le gouvernement du Mexique et les organisateurs de cette réunion.

Au cours des deux dernières semaines, nous avons suivi avec un vif intérêt les discussions de Cancun.

Nous avons écouté la voix de tous les intervenants, et nous avons noté que, malgré les défis à surmonter, il y a un ferme engagement, de tous les côtés, pour une conclusion heureuse et rapide des travaux que nous avons espéré conclure l'année dernière à Copenhague.

Nous avons donc confiance que l'an prochain à Durban, nous pourrions parvenir à un accord Kyoto post-2012 qui soit acceptable à tous.

Aujourd'hui, nous aimerions vous laisser quatre messages :

- **Tout d'abord, depuis la COP15, les coûts imposés à l'Afrique par l'impact du changement climatique sont devenus encore plus apparents.**

Comme vous l'aurez entendu de nombreux dirigeants africains ici à Cancun, l'impact est réel et il est là devant nous. Des millions de personnes au Sahel ainsi que dans de nombreux autres écosystèmes vulnérables en Afrique sont menacées de famine en raison de phénomènes météorologiques inhabituels et extrêmes qui vont de la sécheresse intense aux inondations massives.

Mais nous pouvons déjà faire quelque chose pour réduire les dommages. Le rapport du Groupe consultatif de haut niveau de l'ONU sur le financement du changement climatique a montré que c'est faisable. Avec des financements novateurs, il est possible de lever des ressources d'au moins 100 milliards par an. Cela est faisable techniquement, mais nécessite une forte volonté politique.

- **En deuxième lieu, bien qu'il y ait une volonté politique affirmée pour parvenir à un accord mondial sur une réduction suffisante des émissions, un accord qui soit contraignant, avec des indicateurs mesurables, vérifiables et soumis à l'établissement de rapports, le processus reste complexe et peut prendre du temps.**

Pour l'Afrique et pour toutes les autres régions vulnérables, l'attente de l'accord «final» ne fait que trop durer. Il est donc impératif que nous cherchions les voies et moyens de marquer des progrès dans les domaines qui revêtent une importance immédiate pour les pays à faible revenu, et sur lesquels il y a déjà un large consensus. Je citerai, par exemple, l'accélération de la mise à disposition des fonds de démarrage pour l'adaptation [au changement climatique] et la REDD [réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation]. Nous pouvons aller de l'avant sans attendre un accord sur le dispositif final.

Cela rassurerait certainement davantage les pays pauvres en leur montrant que les dommages causés jusqu'à présent par le changement climatique peuvent être minimisés, mais démontrerait également l'engagement à leur fournir un soutien pratique et concret avant d'arriver à un accord final.

- **Troisièmement, même si nous reconnaissons la contribution des instruments de financement dans le contexte de la convention actuelle, il est également vrai que ces derniers n'ont pas toujours bien fonctionné pour la plus grande partie de l'Afrique.**

Il est clair que l'essentiel des efforts et des ressources fournis à ce jour est destiné à l'atténuation, ce qui n'est pas en parfaite concordance avec les besoins immédiats de l'Afrique, à savoir, en essence, l'intégration de l'adaptation, de l'atténuation et du développement en général.

C'est pourquoi nous faisons écho à l'appel des pays africains pour la simplification des procédures des instruments actuels, notamment le Mécanisme de développement propre (MDP) et pour une augmentation des ressources destinées à financer les initiatives relatives à l'adaptation et à la REDD dans le contexte des défis globaux du développement que de nombreux Africains doivent relever.

- **Enfin, à la demande de nos dirigeants africains, la BAD est en voie de formuler une réponse par la création d'un Fonds vert de l'Afrique.**

Les arguments pour ce Fonds sont à toute épreuve. Il s'agit d'aller vite, c'est une urgence qui fait intervenir le savoir local, et qui concerne l'intégration de l'adaptation et des mesures d'atténuation. La conception et la mise en œuvre du projet de Fonds vert pour l'Afrique se fondent sur l'expérience de la Banque dans l'hébergement et l'administration des fonds spéciaux similaires qui prennent en charge les besoins et les spécificités des pays africains, pour mobiliser des ressources supplémentaires. Mais ce n'est pas le Fonds de la BAD. C'est un Fonds pour l'Afrique, qui tirera simplement parti des capacités de la Banque. Je tiens à le souligner - ce n'est pas un fonds supplémentaire. Ce que les dirigeants africains veulent, c'est simplement un mécanisme pour s'assurer que quel que soit l'instrument multilatéral mis en place, un montant donné sera mis de côté pour réagir et à répondre aux besoins de l'Afrique. Ce Fonds sera géré au sein d'une institution africaine de financement du développement.

Ce Fonds sera complémentaire de tous autres mécanismes existants, il respectera entièrement les principes de la CCNUCC. Il sera accessible à tous les gouvernements et organisations dont les théâtres d'opérations sont en Afrique. Ses modalités d'accès seront fixées par vous d'une manière totalement transparente et inclusive.

Pour l'avenir, nous espérons que les négociations pourront être rapidement conclues avec un nouveau protocole, et en mettant déjà en place, dès le départ, les éléments sur lesquels il y a un large consensus et qui auront un impact significatif sur l'Afrique ainsi que sur les pays non-africains à faible revenu.

Nous reconnaissons tous la nécessité d'un accord global ainsi que l'importance du compromis et des concessions mutuelles. Mais comme les dirigeants africains l'ont souligné, un cadre de financement solide sera une composante essentielle. C'est dans cet esprit que le projet de Fonds vert de l'Afrique est envisagé.

Le Fonds vert de l'Afrique a été proposé par les dirigeants africains, et a leur soutien massif ; nous avons le ferme espoir qu'il pourra bénéficier du soutien des amis et des partenaires de l'Afrique.

Je vous remercie.

